



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 06 juillet 2023

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : D3 i 2023-480

Affaire suivie par : XXX

Courriel : u51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 10 42 28 00

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Société ONYX EST à Beine-Nauroy - Modifications notables d'une installation classée soumise à autorisation - Article R.181-46 du code de l'environnement.

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par courrier du 16 décembre 2022, la société ONYX EST (VEOLIA) a transmis un porter à connaissance concernant la mise en place d'une nouvelle filière de traitement de ses lixiviats et d'un nouveau moteur biogaz (valorisation énergétique) sur le centre de valorisation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Beine-Nauroy (51). L'inspection a fait une demande de compléments à l'exploitant par courrier du 31 mars 2023. L'exploitant a répondu à cette demande de complément par courrier du 12 mai 2023.

Le site est actuellement soumis au régime de l'autorisation de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et est réglementé par les arrêtés préfectoraux n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016, n°2018-APC-009-IC du 29 janvier 2018, n°2020-APC-11-IC du 21 janvier 2020 et n°2022-APC-224-IC du 23 décembre 2022.

Ce rapport analyse la pertinence et l'acceptabilité de la demande de l'exploitant.

L'analyse des éléments présentés dans le dossier permettent de qualifier la modification de notable au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. L'exploitant a apporté tous les éléments d'appréciation nécessaires. L'inspection des installations classées propose d'encadrer les modifications sollicitées par la mise en place d'un arrêté préfectoral complémentaire. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : XXX

Vérifié par le Chef du Pôle Ressource : XXX

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le Directeur Régional, le Chef du Service Régional de Prévention des Risques Anthropiques : XXX

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

L'établissement ONYX EST exploite à Beine-Nauroy une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) soumise à autorisation environnementale. Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016

Le stockage de déchets non dangereux est autorisé sous la rubrique 2760-2, pour une capacité maximale fixée à 50 000 tonnes par an jusqu'au 31 août 2031.

Le site est soumis à autorisation environnementale et ses installations sont réglementées par les actes administratifs suivants :

Acte administratif	Date d'entrée en vigueur	État
Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2009-A-90-IC	31/08/09	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-100-IC	12/09/16	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n°2018-APC-09-IC	29/01/18	En vigueur
Arrêté préfectoral d'autorisation n°2020-APC-11-IC	21/01/20	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n°2020-APC-164-IC	15/10/20	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n°2022-APC-27-IC	16/02/22	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n°2022-APC-99-IC	20/05/22	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n°2022-APC-216-IC	16/12/22	En vigueur
Arrêté préfectoral complémentaire n°2022-APC-224-IC	23/12/22	En vigueur

Gestion actuelle des lixiviats et du biogaz :

Lors de la dégradation des déchets enfouis, l'installation de stockage produit des lixiviats et du biogaz. Actuellement, les lixiviats, produits par la percolation des eaux pluviales à travers le massif de déchets, sont traités par un évaporateur atmosphérique de type BGVAP. De son côté, le biogaz est utilisé dans ce processus afin d'évaporer les lixiviats et ainsi respecter la réglementation du zéro rejet liquide de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-100-IC.

Depuis plusieurs années, l'augmentation régulière du volume de lixiviats à traiter ne permet plus un traitement en totalité sur le site et nécessite une externalisation d'une partie du traitement. Le bilan hydrique prévisionnel prévoit une évolution à la hausse de la production de lixiviats, pour une stabilisation autour de 6 000 m³/an.

A contrario, le volume de biogaz est actuellement en phase de stabilisation et suivra une évolution à la baisse à partir de 2025 environ.

2 - PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION

2.1 Description du projet

Afin de s'affranchir des limites présentées ci-dessus (augmentation du volume de lixiviats produits et diminution du volume de biogaz produits), l'exploitant envisage une nouvelle solution de traitement des lixiviats et du biogaz.

- Modification du process de traitement des lixiviats pour passer à un traitement biologique, suivi d'un traitement membranaire puis une irrigation des eaux traitées dans un taillis à très courte rotation (TTCR) ;
- Modification du process de traitement du biogaz pour passer sur une valorisation du gaz du site en électricité, par un moteur électrogène.

D'après l'exploitant, cette nouvelle solution de traitement permettra :

- De sortir de la dépendance du biogaz pour le traitement des lixiviats du site. Le volume de traitement pourra ainsi être augmenté, et de nouveaux outils de valorisation du biogaz pourront être mis en place ;
- D'augmenter les capacités de traitement aux besoins actuels et futurs ;
- D'être adapté à la charge en polluant des lixiviats du site ;
- De mieux anticiper la future post exploitation du site avec un traitement partiellement végétalisé ;
- D'améliorer la gestion des odeurs ;
- D'obtenir des eaux traitées en accord avec les normes de rejet de l'arrêté ministériel de 2016 ;
- De respecter le 0 rejet liquide.

2.1.1 Nouvelle filière de traitement des lixiviats

- Étape 1 : prétraitement par aération en lagune. Elle sera réalisée dans l'actuel bassin incendie de 2 500 m³, converti en lagune de lixiviats. Le bassin incendie sera transféré dans le bassin pluvial Nord actuel (capacité de 5 000 m³ dont 2 500 m³ disponibles en permanence pour la défense incendie) ;
- Étape 2 : traitement biologique des lixiviats (bioréacteur à membranes et nanofiltration) pour former des perméats (lixiviats traités) ;
- Étape 3 : évapotranspiration par irrigation des perméats sur des taillis à très courte rotation (TTCR) constitués de plants de saules, implantés sur un casier en post-exploitation.

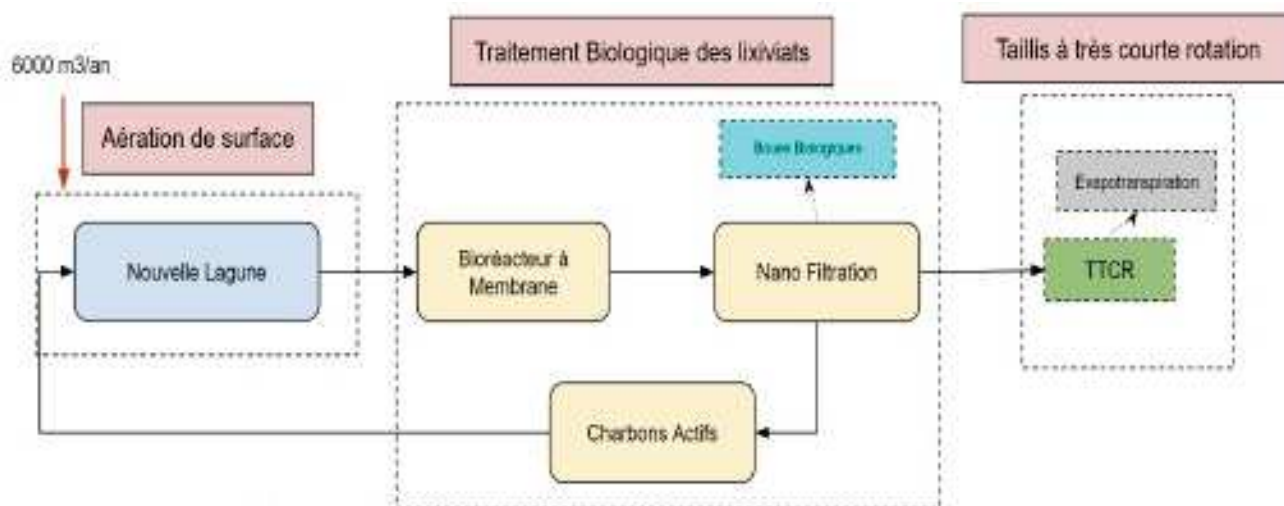


Figure : Schéma simplifié de la nouvelle filière de traitement

2.1.2 Nouvelle filière de traitement du biogaz

La nouvelle installation de valorisation du biogaz sera constituée ainsi :

- une ligne de prétraitement du biogaz (le prétraitement existant sera conservé) ;
- un moteur de 250 kW et ses équipements annexes (filtres à charbons, skid prépa gaz, ensemble moteur / alternateur conteneurisé, cuve à huile, cheminée de 9 m de hauteur) ;
- un bungalow accueillant la supervision de la plateforme.

2.2 Évolution du classement au regard de la nomenclature ICPE

La circulaire du 10 décembre 2003 du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, jointe en annexe 4, ayant pour objet le classement des installations brûlant du biogaz, précise :

« Les installations utilisant du biogaz doivent être rangées sous la rubrique 2910B Installation de combustion. Toutefois, lorsque l'installation qui produit le biogaz est un centre de stockage de déchets soumis à autorisation et que l'exploitant valorise le biogaz à l'intérieur du périmètre autorisé, l'installation de combustion peut être considérée comme connexe au centre de stockage de déchets. Les torchères doivent également être considérées comme des installations connexes, quelles que soient leurs localisations. »

L'installation de valorisation du biogaz d'une puissance de 250 kW doit donc être considérée comme un équipement connexe à l'ISDND et n'est donc pas soumise à autorisation spécifique.

3 – ANALYSE DE L'INSPECTION

A la lumière du porter-à-connaissance déposé par l'exploitant le 22 décembre 2022, et des compléments apportés par l'exploitant le 12 mai 2023, les modifications sollicitées :

- ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale (article R.181-46-I-1° du Code de l'environnement) ;
- n'atteignent pas des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement (article R.181-46-I-2° du Code de l'environnement) ;
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers et des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement (article R.181-46-I-3° du Code de l'environnement).

En effet, ces modifications :

- ne portent pas atteinte à la ressource en eau, les seules eaux générées par le process sont les lixiviats essentiellement issus de la percolation des eaux météoriques sur les casiers de déchets. Par les éléments complémentaires transmis à l'inspection le 12 mai 2023, l'exploitant a démontré sa maîtrise du processus de pilotage de l'irrigation des TCCR sur les anciens casiers de stockages de l'installation. Ceci a permis de répondre aux points soulevés par l'hydrogéologue agréé consulté via l'ARS lors de la constitution du porter-à-connaissance par l'exploitant ;
- ne remettent pas en question la qualité des rejets dans l'air. L'unité de valorisation électrique est considérée comme une installation connexe au centre de stockage de déchets (circulaire du 10 décembre 2003). Bien que l'exploitant soit sous le seuil de l'enregistrement de la rubrique 2910-B, celui-ci propose des VLE sur la base de la réglementation applicable aux installations soumises à enregistrement pour la rubrique 2910-B.1 (arrêté ministériel de prescriptions générales du 03 août 2018) ;
- ne présente pas de dangers ou inconvénients « soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ».
- aura lieu dans l'enceinte du site d'exploitation de ONYX EST à Beine-Nauroy, aucun impact n'est attendu sur les milieux protégés, les monuments naturels, les sites d'intérêts, ou les sites Natura 2000.

Ainsi, ces modifications ne sont pas considérées comme substantielles et peuvent être traitées en application du R. 181-46-II, comme des modifications notables.

4 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Par courrier du 16 décembre 2022, la société ONYX EST a déposé un porter à connaissance concernant la mise en place d'une nouvelle filière de traitement de ses lixiviats et d'un moteur biogaz en vue d'une valorisation énergétique de celui-ci, sur le site de l'ISDND de Beine-Nauroy.

Après une demande de complément du 31 mars 2023, l'exploitant a apporté les éléments attendu par courrier du 12 mai 2023.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle.

Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe.

Dans le projet d'arrêté préfectoral complémentarité joint en annexe, l'inspection propose la modification des articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 :

- article 3.2.2.1 – Conditions générales de rejet
- article 3.2.2.2 – Torchère
- article 3.2.2.3 – Moteur électrogène
- article 4.3 – Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu
- article 4.3.9.4 – Collecte des eaux de ruissellement intérieures au site
- article 5.1.7 – Déchets produits par l'établissement
- article 7.5.2.1.1 – Moyens de lutte contre l'incendie
- article 8.4.3.2 – Transport des lixiviats
- article 8.4.3.4 – Traitement des lixiviats
- article 8.4.3.4.1 – Traitement sur site des lixiviats
- article 8.4.3.4.2 – Traitement des lixiviats en dehors du site
- article 8.4.3.6 – Valorisation et destruction du biogaz
- article 8.5 – Prescriptions particulières au moteur électrogène
- article 9.2.1.1.1 – Auto surveillance des rejets atmosphériques

En application des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.